

MANIFESTATIONS DE RUE À ROUEN

DES FÊTES JEANNE D'ARC AUX CORTÈGES
DU FRONT POPULAIRE

43 Julien Drouart





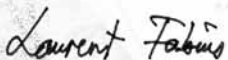
PASSAGE DU COMITÉ RADICAL-SOCIALISTE DU MONT-GARGAN DANS LA RUE THIERS, DRAPEAUX TRICOLORES EN TÊTE, MANIFESTATION DU 14 JUIN 1936.

Chère Madame, cher Monsieur,

Au centre d'une agglomération s'étendant de part et d'autre de la Seine, Rouen a appris, au cours du XX^e siècle, à accepter ses banlieues populaires et à les associer à son dynamisme. Il y a 75 ans, une tentative originale de rapprochement entre les deux rives que tout semblait opposer vit le jour sous le Front populaire du socialiste Léon Blum. À une époque où la crise économique mondiale frappait durement le commerce local et où la confrontation politique était des plus violentes, l'expérience fut un demi-succès. Le présent fascicule, qui examine sur notre territoire certains aspect des manifestations ouvrières d'une part, et des fêtes Jeanne d'Arc d'autre part, fera réfléchir. Il montre notamment comment certaines thématiques restent constantes ou évoluent avec le temps. Quant à nous, aujourd'hui, notre choix est clair : une nécessaire solidarité et cohésion de notre agglomération. Une leçon pour le présent et l'avenir.

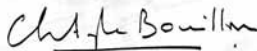
Chaleureusement à vous,

Laurent Fabius



Président de la CREA

Christophe Bouillon



Vice-Président chargé de l'Action Culturelle

INTRODUCTION

Au sortir du premier conflit mondial, Rouen s'affirme comme un port et un espace industriel de premier ordre, essentiel à la défense nationale. La reconfiguration économique a conduit à l'aménagement rapide et à grande échelle des communes de la rive gauche de la Seine. Conséquence inhérente à ce processus, de nouveaux foyers de population sont apparus,

accélérant la transformation du paysage urbain de l'agglomération. Ces espaces nouveaux deviennent le terrain d'expérimentation de nouvelles formules politiques de l'entre-deux-guerres, au premier rang desquelles se placent le Parti communiste puis le Front populaire.

Face au conservatisme social des populations de la rive droite, la « banlieue » développe ses propres réseaux.





À la culture classique et monumentale des élites, marquée par l'essor de la geste johannique, se dresse ainsi un monde ouvrier déraciné et rejeté au sein d'une agglomération à laquelle il appartient pourtant. Si les années folles ne voient aucun rapprochement s'opérer, les années Trente seront le théâtre de manifestations populaires permettant aux ouvriers de la rive

gauche d'investir les rues du centre-ville.

P. 4 : DIGNITAIRES DE L'ARMÉE, DE L'ÉTAT ET DE LA VILLE, AUX FÊTES JEANNE D'ARC DU 30 MAI 1931.

P. 5 : TROUPE DE THÉÂTRE DU HOULME « LA LYRE PROLÉTARIENNE », RÉPUTÉE POUR SES SPECTACLES POLITIQUEMENT ENGAGÉS, 1934.

LES FÊTES JEANNE D'ARC

Actualisée et renforcée par la victoire militaire, l'épopée de Jeanne d'Arc, figure locale des identités nationales, devient rapidement l'élément fédérateur pour les mouvements catholiques et patriotiques durant l'entre-deux-guerres. La Loi du 10 juillet 1920 statuant sur l'élévation d'un Mémorial dédié à la « Sainte de la Patrie » sur la place du Vieux-Marché institutionnalisait un culte civique. Elle signifiait le renouveau des processions religieuses dans l'espace public, revenant d'un exil forcé sur les hauteurs du village voisin de Bonsecours où était célébrée la bergère lorraine devant le monument édifié en 1892.

Traditionnellement, une cérémonie était donnée sur la place du Vieux-Marché devant le lieu du supplice. Le président des fêtes ravive la flamme symbolique du bûcher puis, après une minute de

recueillement, les musiques militaires exécutent la Marche Lorraine. Une fois les discours officiels prononcés, le dépôt de gerbes de fleurs sur la dalle du bûcher clôt la première partie du cérémonial, strictement consacrée à la figure de Jeanne d'Arc. Vient ensuite la partie patriotique avec l'hommage aux drapeaux des régiments de Rouen, pendant que retentit l'hymne national. À partir de 1923, le cérémonial inclut un défilé jusqu'au pont Boieldieu. Là, devant les troupes au garde-à-vous, le président des cérémonies salue les manifestants défilant devant la tribune officielle puis, aidé par des jeunes filles du lycée Jeanne d'Arc, jette une gerbe de fleurs dans la Seine, commémorant la dispersion des cendres de l'église. Tout du long, solennité du geste et martialité du protocole sont de rigueur. Le Pouvoir civil, l'Armée et l'Église sont les trois acteurs principaux du cérémonial johannique. L'inauguration



d'un monument dédié à la Victoire sur la place Verdrel en 1925 permet la consécration du triptyque : « foi chrétienne, patriotisme, nationalisme ». La



place du Vieux-Marché étant l'épicentre du phénomène à Rouen.

Devenues un véritable enjeu municipal et politique après l'élection de Louis Dubreuil en 1922, les fêtes rouennaises annuelles endossent un caractère grandiose, qui force l'admiration des personnalités nationales. Invité aux festivités de 1927, Raymond Poincaré, alors président du Conseil, remerciera la cité normande pour la « leçon de concorde et d'union nationale » qu'elle donne à la France (Journal de Rouen, 30.05.1927). La geste johannique se poursuit après l'élection à la Mairie du radical Georges Métayer qui voit en Jeanne d'Arc « le plus pur symbole du patriotisme universel » (Dépêche de Rouen, 13.06.1932). La Ville participe d'ailleurs au financement des célébrations organisées en 1931 pour le Cinquième centenaire du supplice de Jeanne à hauteur d'un million de francs. Le faste déployé, les retombées économiques et la mise en valeur



P. 7 : LE MARÉCHAL PÉTAÏN, PRÉSIDENT DES FÊTES, PRONONÇANT LE DISCOURS POUR L'INAUGURATION DE LA STATUE DE JEANNE AU BÛCHER, PLACE DU VIEUX-MARCHÉ, 27 MAI 1928.

P. 8 : LES FÊTES JEANNE D'ARC SONT SUIVIES PAR UNE FOULE NOMBREUSE ET FIÈRE DE SON PATRIMOINE, RUE JEANNE D'ARC À HAUTEUR DE LA RUE GUILLAUME LE CONQUÉRANT.

P. 9 : ARCHEVÊQUE DU BOIS DE LA VILLERABEL LORS DES CÉLÉBRATIONS DE 1930, PRÉCÉDÉ DU PRÉFET JOSEPH DESMARS, DU GÉNÉRAL CHARPY ET DU MAIRE GEORGES MÉTAYER.

P. 10 : GISÈLE BRABANT PERSONNIFIANT JEANNE D'ARC LORS DU GRAND CORTÈGE HISTORIQUE, 31 MAI 1931.

Baginell



140

du patrimoine architectural et culturel impressionnent grandement les contemporains. En dépit des multiples festivités et réjouissances mêlant les cultures classiques et populaires, l'enjeu des célébrations reste la synthèse des dynamiques patriotiques et religieuses. Toutefois, les sommes dépensées au moment même où l'industrie locale frappée par la crise économique mondiale produit un chômage de masse suscitent le mécontentement des populations défavorisées.

Lieu de prédilection des droites catholiques et des associations d'anciens combattants, l'hyper-centre se trouve également être un espace privilégié par les droites autoritaires et le culte de Jeanne d'Arc apparaît tel le drapeau du ralliement de toutes les forces patriotiques et nationales à Rouen. N'observe-t-on pas lors des défilés des années 1920, le long du parcours, la fleur de Lys côtoyer les couleurs nationales sur les bâtiments pavoisés ? C'est sans

doute avec les ligues, fussent-elles une déviance ou une composante intégrale de la dynamique, que les processions johanniques prennent la forme de manifestations politiques exaltant les nationalismes les plus radicaux. Chaque année, l'Action française organise des dépôts massifs de fleurs sur la place du Vieux-Marché. Plus symboliquement, la sulfureuse ligue affirme son empreinte dans l'espace public grâce au sculpteur Maxime Real del Sarte qui réalise les maquettes du monument à la Victoire et la statue représentant le martyr de Jeanne d'Arc. L'artiste n'est autre que le chef des camelots du Roy et la légende dira plus tard que l'un des deux Poilus immortalisés au pied de la colonne de la place Verdrel porte les traits de Charles Maurras.

LA BANLIEUE OUVRIÈRE ENDIGUÉE

Le faubourg Saint-Sever et les communes de la rive gauche ne sont pas intégrés aux processions johaniques qui se déroulent presque exclusivement dans la ville-centre. Leur participation aux grandioses festivités de 1931 reste marginale, favorisant le repli identitaire des populations sur chacune des deux rives. Le monde ouvrier effraie les classes bourgeoises de la rive droite, d'autant que la crise accentue les clivages sociaux. Dans son numéro du 30 juillet 1930, le journal radical-socialiste *La Dépêche de Rouen* décrit des ouvriers gagnant « tout juste de quoi ne pas mourir de faim », dénonçant ainsi l'insuffisance des salaires. Dans ces communes, l'action des pouvoirs publics paraît complètement insuffisante : en 1939, il y a 387 agents et inspecteurs de police à Rouen contre seulement 11 à Sotteville, 19 à Quevilly et 5 à Saint-Étienne. Un

rapport de force dont profitent les organisations syndicales et les communistes pour contourner et braver les interdictions municipales. À Petit-Quevilly par exemple, les arrêtés de la préfecture en matière d'ordre public sont rarement suivis par la population et l'autorité policière est périodiquement raillée.

En présence d'un rapport de force aussi défavorable, les pouvoirs publics prônent l'endiguement de la rive gauche contre la venue de manifestations ouvrières inopinées, d'abord en empêchant le passage des barrières de l'octroi à l'entrée de Petit-Quevilly et Sotteville puis en interdisant à partir de 1929 l'accès aux ponts Boieldieu et Corneille. À l'occasion du mouvement de grève contre les assurances sociales pendant l'été 1930, d'importants barrages placés aux extrémités de chaque pont interdisent le passage à plusieurs cortèges ouvriers venus de la place Carnot ou de Petit-Quevilly.

En conséquence, il ne s'agit plus pour les pouvoirs publics d'exclure les manifestants de la banlieue de l'entier Rouen : la maîtrise de la rive droite suffit. Concluant qu'il était plus efficace de contrôler l'accès à la rive droite que l'entrée dans Rouen même, la municipalité rouennaise dirigée par Georges Métayer adopte une solution

pragmatique en considérant que le quartier Saint-Sever n'est plus le prolongement de la ville-centre sur la rive gauche mais le début de « la banlieue rive droite ». La Seine devient une frontière urbaine. Maintenu jusqu'en 1935, la politique d'endiguement de la banlieue sera la source d'affrontements répétés entre forces de l'ordre et manifestants.

MANIFESTATION VIOLENTE DES GRÉVISTES DU PORT DE ROUEN, 25 JUILLET 1930.



La répression sanglante des manifestations nationalistes du 6 février 1934 à Paris polarise le débat politique à l'échelle du pays. Dans l'agglomération comme dans le reste du département, la journée se déroule dans un calme relatif. À Rouen, les membres de la ligue des Croix de feu défilent jusqu'à la place du Maréchal Foch, bravant l'interdiction municipale. Derrière eux, une foule de curieux conspue le gouvernement Daladier et chante la Marseillaise. Les Croix de feu, qui ne rassemblent localement que quelques centaines d'adhérents, connaissent un développement fulgurant dans les mois suivants et s'imposent dans l'espace public rouennais comme le fer de lance de la rénovation nationale. Ils sont près de 700 à participer au cortège officiel des fêtes Jeanne d'Arc en 1934. L'essor des œuvres sociales au début de 1935 finit de rallier à eux les catholiques. Expression combattante d'un



nationalisme chrétien exacerbé, la ligue compte alors plus de 2 500 membres dans l'agglomération. Artisan de ce succès, Joseph Levet, ancien animateur du groupe du Havre et fondateur de la section rouennaise, incarne à lui seul « l'esprit 6 Février ». Apôtre pour les uns, fou dangereux pour les autres, il fait de l'outrage et de l'insulte un usage politique lui procurant un ascendant indiscutable parmi les milieux conservateurs et les anciens combattants de l'agglomération.

La propagande des Croix de feu stigmatise le rôle du Parti radical dans la crise morale que traverse le pays. À Rouen, Georges Métayer est rendu coupable des excès de la police municipale à l'encontre des manifestants nationaux et Joseph Levet n'hésite pas à outrager publiquement le maire d'abord le 6 février puis le 25 mars au cours d'une cérémonie officielle au cimetière Monumental. Divisée sur l'attitude à adopter, la majorité municipale implose et huit conseillers démissionnent entre février 1934 et mars 1935. Fatigué et mis en minorité au sein des comités radicaux qui aspirent au rassemblement antifasciste et républicain, Métayer se retire de la campagne en vue des prochaines élections municipales, provoquant le retrait de onze autres membres de son équipe. Son successeur, le premier adjoint Eugène Richard, se prononce pour sa part en faveur d'une union des gauches. Une adhésion salutaire qui lui permet de rallier les voix communistes au scrutin



de ballottage. Élu le 17 mai 1935, le nouveau maire de Rouen entend faire de sa victoire celle de « la France républicaine » contre la réaction qu'incarnent les Croix de feu.

P. 14 : SOUTIEN INDÉFACTIBLE DU COLONEL DE LA ROCQUE, JOSEPH LEVET EST NOMMÉ PRÉSIDENT CONFÉDÉRAL DU PSF POUR L'ÎLE-DE-FRANCE ET LA NORMANDIE ET QUITTE ROUEN À L'AUTOMNE 1936.

P. 15 : LE COLONEL FRANÇOIS DE LA ROCQUE, PRÉSIDENT DE LA LIGUE, AU GARDE-À-VOUS DEVANT LE MONUMENT À LA VICTOIRE, PLACE DU MARÉCHAL FOCH, 19 NOVEMBRE 1933. PLUSIEURS OFFICIERS DE L'ÉTAT-MAJOR PARTICIPENT À LA CÉRÉMONIE POURTANT INTERDITE PAR LES POUVOIRS PUBLICS.

Pressée par le Parti communiste, son allié de circonstance, la nouvelle administration municipale prend la décision d'exclure les organisations politiques des célébrations officielles pour les fêtes Jeanne d'Arc prévues le 2 juin 1935. La manœuvre d'Eugène Richard vise à rompre avec l'idée selon laquelle la figure de l'égérie nationale appartiendrait aux droites. Toutefois, il accorde aux ligueurs le droit d'organiser leur propre cortège. Les Croix de feu organisent bien un défilé dans les rues de l'hyper-centre mais auquel seuls leurs adhérents prennent part. La majorité des catholiques rouennais aura en effet préféré suivre les autorités ecclésiastiques qui elles-mêmes ne souhaitent pas voir la geste johannique diminuée par des questions d'ordre politique. Un mois à peine après son élection à la Mairie, Eugène Richard remporte donc une grande victoire contre ses adver-

saires Croix de feu. Les fêtes Jeanne d'Arc perdent leur caractère strictement politique et deviennent l'apanage des milieux associatifs les années suivantes. Aussi profonde soit la rupture avec les politiques municipales précédemment en place et en dépit de l'investissement personnel d'Eugène Richard en vue du Rassemblement populaire, le maire de Rouen décide de ne pas associer la Ville à la manifestation unitaire des gauches du 14 juillet 1935, à laquelle les membres de l'administration participent à titre individuel. Cosignataire de l'appel à la démonstration, le Parti radical ne mobilisera pourtant pas ses adhérents et ne sera représenté que par les seuls membres des comités du Mont-Gargan et de Saint-Sever. La mort d'Eugène Richard le 25 septembre précipite le retour de Georges Métayer à la tête de la municipalité, après des élections complémentaires brillamment remportées. Elle met aussi

un terme à l'élaboration en cours du Rassemblement populaire et auquel Georges Métayer, partisan de la concentration républicaine avec le parti centriste de l'Alliance démocratique, s'opposait fermement. Cependant, le maire de Rouen sous-estime le glissement à gauche de son électorat populaire qui est favorable au rapprochement avec les socialistes et les communistes. C'est en

dépit de ses considérations politiques qu'il adhère au Front populaire pendant l'entre-deux tours des élections législatives de 1936, afin que les voix de l'extrême gauche lui assurent sa réélection à la députation contre le candidat des droites. On le verra néanmoins adhérer par la suite à la gestuelle du Front populaire en dressant le poing au passage des grévistes victorieux, en juin 1936.

OBSÈQUES D'EUGÈNE RICHARD, HÔTEL DE VILLE, 30 SEPTEMBRE 1935.



L'OUVERTURE À LA BANLIEUE OUVRIÈRE

Bien que limitée dans le temps, l'œuvre d'Eugène Richard se caractérise par une innovation majeure. En levant l'interdit municipal qui pesait sur les cortèges ouvriers, le maire a dès son élection permis à la banlieue d'investir la ville-centre. Jusqu'alors, les rares manifestations qui se déroulaient sur la rive droite étaient tournées en priorité vers les espaces de la représentation des pouvoirs politiques et économiques comme l'Hôtel de ville, le siège des Chambres patronales ou la Préfecture. La démarche choisie était alors hautement conflictuelle, reflétant en partie les contrastes socio-économiques saisissants entre les deux rives de la Seine. Au cœur de la ville, la Bourse du Travail, place de la Haute-Vieille-Tour, représentait symboliquement le bastion patrimonial du mouvement ouvrier dans un environnement dominé par le caractère classique.

Le 14 juillet 1935 voit pour la première fois des manifestants, pour la plupart ouvriers et issus des communes de la rive gauche, gagner pacifiquement les rues du Rouen rive droite. À l'appel du comité exécutif du Rassemblement populaire, des milliers d'ouvriers de la banlieue traversent les ponts sans crainte d'une intervention du service d'ordre. Conséquence de l'adhésion du mouvement ouvrier et surtout du Parti communiste à la dynamique nationale, la banlieue abandonne les logiques d'opposition idéologique et identitaire et suit une stratégie d'appropriation de l'espace public plus consensuelle. Le processus est facilité il est vrai par l'adoption de symboles fédérateurs tels le drapeau tricolore et l'hymne national. Aussi, les premières mesures d'unification urbaine adoptées sous l'administration Richard ont jeté les bases pour une appropriation complète de la ville-centre par la banlieue ouvrière

qui trouve son expression la plus poussée au cours du mouvement gréviste de juin 1936. À cette occasion, les cortèges ouvriers investissent quotidiennement les rues de l'hyper-centre. La situation est certes conflictuelle mais, à l'image des occupations d'usine,

elle se déroule dans un climat festif. La montée de la banlieue ouvrière, enfin libérée, consacre au cœur même de l'espace public que dominaient les droites catholiques et conservatrices les symboles d'une nouvelle culture politique.

LE CORTÈGE DU FRONT POPULAIRE TRAVERSE LE PONT BOIELDIEU, 14 JUILLET 1936.



Entre juin 1936 et l'été 1938, les cortèges du Front populaire entreprennent de réconcilier non seulement l'espace urbain rouennais mais aussi l'agglomération en intégrant la banlieue ouvrière. Les parcours adoptés cherchent symboliquement à atténuer l'antagonisme socioculturel entre les deux rives de la Seine. Les populations des communes de la rive gauche s'investissent massivement dans la nouvelle dynamique. Elles fournissent près de la moitié des 30 000 manifestants qui célèbrent le 1er mai 1937 sous l'égide du Front populaire.

Le caractère pacifique des manifestations se vérifie par l'absence de cortèges devant la Préfecture et les Chambres patronales. Lieu de rassemblement de la plupart des cortèges, la place de l'Hôtel de ville devient le centre de l'activité manifestante à Rouen. Le sentiment patriotique est valorisé par le passage

devant le monument à la Victoire tandis que la décision de défiler sur la place de la cathédrale relève d'une volonté politique délibérée, à savoir la réconciliation nationale développée par le thème de la « main tendue » aux catholiques. Traversant le pont Boieldieu, la démonstration gagne la place Saint-Sever avant de retourner se disperser devant la Mairie en passant par le pont Corneille. Toutefois, la logique de réconciliation connaît certaines limites. En premier lieu, elle exclut la place du Vieux-Marché. L'autorité préfectorale avait formellement déconseillé aux organisateurs d'intégrer à leurs parcours le haut lieu de l'identité politique de toutes les droites, craignant qu'une telle initiative ne soit perçue comme une provocation par les populations riveraines et n'entraîne des contre-manifestations violentes. En revanche, la dynamique unificatrice du Front populaire rejette consciemment la place de la Haute-Vieille-Tour et

avec celle-ci le symbole qu'incarne la Bourse du Travail. Le Front populaire se réclame avant tout de l'héritage républicain et non de l'histoire du mouvement ouvrier. Les espaces consacrés par

les manifestations d'unité des gauches s'illustrent ainsi par leur caractère non ouvrier en dépit du fait que les organisations syndicales fournissent l'essentiel des participants lors des mobilisations.

MANIFESTATION DU FRONT POPULAIRE DANS LA RUE GRAND-PONT APRÈS LE PASSAGE DU CORTÈGE SUR LA PLACE DE LA CATHÉDRALE, 14 JUIN 1936.



La volonté, réelle, des partisans du Front populaire d'unifier les ensembles urbains de l'agglomération ne suffit pas à bouleverser les cultures politiques et sociales préexistantes. Les marques d'hostilité au passage des cortèges ouvriers dans l'hyper-centre sont nombreuses et les milieux catholiques condamnent unanimement les pouvoirs publics qui autorisent ces manifestations. Les tentatives d'une réconciliation se heurtent dès l'été 1936 aux réticences des classes moyennes, quelque peu échaudées par les réformes sociales entreprises par le gouvernement et dont elles supportent presque entièrement le poids. La probabilité d'un nouvel embrasement de l'Europe auguré entre autres par l'afflux de réfugiés fuyant la guerre civile d'Espagne menace les alliances contractées au sein du Front populaire. L'essoufflement de la dynamique s'observe clairement dans la

chute du nombre de participants à la manifestation unitaire du 14 juillet : ils sont 25 000 en 1936, 8 000 en 1937 et seulement 2 000 en 1938. La banlieue déserte les derniers cortèges du Front populaire qui se déroulent à Rouen pendant l'été 1938 et favorise l'essor d'une dynamique qui lui est propre dans certaines communes de la rive gauche comme à Saint-Étienne-du-Rouvray et à Grand Quevilly. Cette démarche, aussi innovante soit-elle, souligne l'échec du Front populaire à associer dans un même mouvement les ensembles agglomérés.

À partir de 1937, les droites autoritaires entreprennent la reconquête d'un espace dont elles avaient été chassées en partie. Malgré leur dissolution prononcée par le Front populaire, les Croix de feu fomentent un temps des échauffourées contre les communistes aux abords des cafés sur les quais de la rive droite

puis se reconstituent au sein du Parti social français. La nouvelle organisation obtient rapidement l'adhésion pleine et entière de populations catholiques et républicaines décomplexées et s'affirme comme un acteur incontournable de la vie politique et électorale. Symbole du changement opéré, l'extrême droite pourtant marginale couvre périodique-

ment de slogans antisémites les murs de la ville et les établissements réputés israélites. La dislocation du Front populaire à l'automne 1938 et l'échec de la grève générale du 30 novembre mettent un terme aux manifestations ouvrières dans l'espace public de la rive droite, fermant la parenthèse ouverte par Eugène Richard trois ans plus tôt.

GRAFFITI ANTISÉMITES SUR LA FAÇADE D'UNE MANUFACTURE À ROUEN. LA CARTE POSTALE PORTE LE COMMENTAIRE : « EN SOUVENIR DES HITLÉRIENS ROUENNAIS », NOVEMBRE 1938.





P. 24 : À PARTIR DE 1935, LES ORGANISATIONS POLITIQUES SONT EXCLUES DU CORTÈGE DES FÊTES JEANNE D'ARC, ICI DANS LA RUE DE LA GROSSE-HORLOGE, 21 MAI 1939.

COUVERTURE :

MANIFESTATION DU 14 JUILLET 1935. EN CE JOUR DE FÊTE NATIONALE, LES MEMBRES DE LA MUNICIPALITÉ, DE RETOUR DE LA REVUE DES TROUPES, PARTICIPENT AU DÉFILÉ OUVRIER VÊTUS D'UN COSTUME DE GALA ET D'UN HAUT-DE-FORME.

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

À nouveau confrontée à l'ostracisme de la municipalité rouennaise, la banlieue ouvrière, accablée par la répression antisyndicale particulièrement virulente, notamment dans le canton de Grand-Couronne, n'est plus en mesure de mobiliser des foules suffisantes et ne peut plus prétendre investir la ville-centre. Le faste des manifestations des années passées ne sera pas renouvelé et la volonté d'une réconciliation urbaine passera désormais sous le signe de la Défense nationale. Les mois précédant le Second conflit mondial seront marqués par la recrudescence des parades d'anciens combattants.

Toutefois, on ne saurait mésestimer le rôle joué par le Front populaire et Eugène Richard dans le renouvellement des relations entre Rouen et les autres communes de l'agglomération. La « dépolitisation » des fêtes Jeanne d'Arc privait les droites autoritaires d'une tribune publique mais rendait désormais l'événement accessible à tous. Plus encore, l'adhésion du mouvement ouvrier à la dynamique républicaine et aux symboles nationaux permettait la réconciliation de la banlieue avec la ville-centre de Rouen. Et cela malgré la persistance des différends politiques et identitaires.

Julien Drouart

Ce fascicule tiré à 30 000 exemplaires est une publication de la Communauté d'agglomération de Rouen Elbeuf Austreberthe, 14 bis avenue Pasteur, Norwich House BP 589, 76006 Rouen cedex 1. Représentant légal et Directeur de la publication : Frédéric Sanchez, Conception et rédaction : La CREA et Julien Drouart, Direction générale / Impression : Imprimerie E.T.C à Yvetot, Date de parution et dépôt légal à parution : 12 août 2011, N°ISBN 978-2-919292-01-1 / N°ISSN 2110-0659

Pour en savoir plus

CHALINE, Jean-Pierre, *Les bourgeois de Rouen. Une élite urbaine au XIX^e siècle*, Paris, FNSP, 1982, 510p.

GAY, François, SIBOUT, Cécile-Anne, VADELORGE, Loïc, *Rouen 1900-2000 : un siècle de vie*, Fécamp, Ed. des Falaises, 2002, 193p.

LEVAINVILLE, Jacques, *Rouen : étude d'une agglomération urbaine*, Paris, Armand Colin, 1913, 418p.

MAREC, Yannick, « Rouen et sa banlieue, Histoire d'un divorce culturel ? », dans *Annales de Normandie*, n°4, 56^e année, octobre 2006.

PESSIOT, Guy, *Histoire de l'agglomération rouennaise : la Rive gauche*, Rouen, Editions du P'tit Normand, 1990.

VADELORGE, Loïc, *Rouen sous la III^e République. Politiques et pratiques culturelles*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 441p.

Le Journal de Rouen et la Dépêche de Normandie sont consultables à la Bibliothèque municipale de Rouen.

Photographies

© Collection privée Pierre Nouaud, Bernard Lefebvre, Archives de la LICA, Archives départementales de la Seine-Maritime, Bibliothèque municipale de Rouen.

Remerciements

Pierre Nouaud, collectionneur et grand passionné d'histoire, pour son aimable coopération.
Loïc Vadelorge, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris XIII, pour ses précieux conseils.

Le groupe histoire

Alain Alexandre, Jérôme Chaïb, Chantal Cormont, Michel Croguennec, Frédéric David, Jérôme Decoux, Alain Gerbi, Claude Lainé, Serge Martin-Desgranges, Jean-Yves Merle, Pierre Nouaud, Jean-Robert Ragache, Jacques Tanguy, Cécile-Anne Sibout.

Coordonnateur : **Loïc Vadelorge**

Conception, réalisation et suivi

Direction Culture de la CREA
Serge Martin-Desgranges

Conception graphique et réalisation

Nicolas Carbonnier

Contacts

**Direction Culture
de la CREA**

14 bis, avenue Pasteur

BP 589

76006 Rouen Cedex 1

Tél : 02 32 76 44 95

Fax : 02 32 08 48 65

e-mail : culture@la-crea.fr

Retrouvez les fascicules histoire(s) de la CREA sur
www.la-crea.fr



GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU
IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ